

LA NOUVELLE DYNAMIQUE SÉCURITAIRE AMÉRICAINE : LA FACE CACHÉE DE LA VISION HÉGÉMONIQUE DES ÉTATS-UNIS

« The unparalleled strenght of United States armed forces, and their forward presence, have maintained the peace in some of the world's most strategically vital regions. However, the threats and ennemies we must confront have changed, and so must our forces » George W. Bush, « The National Security Strategy of the United States of America, sept 2002, p.29).

Le but de ce court article est de jeter un peu d'éclairage sur l'ampleur du dispositif que le gouvernement américain a décidé de déployer afin d'éliminer toute tentation pour d'éventuels compétiteurs de lui faire concurrence. Il veut donc contribuer à une situer le pouvoir de l'empire. L'idée de mettre à profit sa puissance de feu pour décourager tout pays éventuel de contester la suprématie des États-Unis est en gestation depuis de nombreuses années. On en retrouve les premières expressions dans diverses interventions de Georges Bush père qui, dans la foulée du succès de la guerre du Golfe, aspirait à imposer une « Pax Americana » de dimension planétaire. Le cheminement vers la recherche d'une plus grande liberté de commerce et une intégration des marchés plus poussée ont fourni, à cette partie de la classe politique américaine qui croit fermement que leur pays est voué à un grand destin, une raison d'engager une démarche fondée sur une domination techno-militaire, une légitimité qui n'est jamais parvenue à s'imposer par la voie politique.

Le débat en cours au sein de la communauté internationale porte actuellement essentiellement sur les desseins de la Maison-Blanche et ses prétentions hégémoniques. Évidemment, la question est centrale dans la mesure où elle interpelle le modèle politique et économique à construire en cette ère de post-guerre froide. Les animateurs de cette polémique ont toutefois tendance à perdre de vue l'aspect dynamique du processus que Washington a mis en branle et à ne pas voir que, à l'initiative du gouvernement américain, le monde est sur le point d'entrer dans une nouvelle course aux armements qui a pour caractéristique d'être fondée sur l'utopie du combat sans riposte et de la tenue de guerres « propres et rapides », soit deux données d'une nouvelle doctrine militaire dont la crédibilité repose sur l'innovation dans les technologies militaires.

On aura compris qu'il n'est plus ici question de lutte contre le terrorisme ou, pour évoquer un objectif plus ancien, de combat contre la drogue, mais de la construction d'une puissance de contrôle et de répression qui va peser très lourdement sur notre futur immédiat, y compris au Canada. Dans un sondage récent, la question « Est-ce que vous encourageriez le gouvernement canadien à augmenter les dépenses militaires si cela devait entraîner une réduction dans d'autres secteurs? » recueillait 52,1% de réponses affirmatives auprès des Canadiens contre seulement 38,3% de réponses négatives¹.

Au cours des années 1990, alors que diminuaient les achats militaires à l'échelle du monde, les États-Unis continuaient d'alimenter leur industrie de défense et préparaient une nouvelle génération d'armement. Cette dimension a été peu mise en relief à l'époque, mais elle joue maintenant un rôle clé dans la mesure où elle aura contribué à amener au stade de la production une nouvelle panoplie d'équipements (canons lasers, avions sans pilote, armes satellisées, bombes micro-ondes, etc.). En 10 ans, 363 milliards de dollars (US courants) ont été injectés dans cette démarche de renouvellement des technologies (cf. tableau 1). Le maintien de la capacité industrielle militaire s'est également appuyé sur un budget d'entretien et de remise à neuf auquel a été accordé une enveloppe équivalant pratiquement au double de la valeur des budgets en achats de nouveaux équipements (cf. tableau 2), soit 950 milliards de dollars au cours des années 1990 (US courant).

Le gouvernement américain a soutenu un vaste programme de réorganisation de sa base industrielle de défense qui s'est incarné dans un processus de concentration sans précédent, permettant aujourd'hui à une petite élite industrielle du secteur privé de contrôler les principaux programmes d'armement (cf. tableau 4) et de dominer le marché sécuritaire de la planète (cf. tableau 5). L'espace susceptible d'être occupé par la concurrence russe, chinoise ou européenne est désormais limité, mais aucune de ces puissances n'a pour autant l'intention de jeter l'éponge. Par exemple, l'industrie européenne, qui a laborieusement émergé à la fin des années 1990, risque fort de voir sa stratégie de construire un bloc capable de faire contrepoids aux États-Unis réduite à peu de choses au cours des prochaines années. À cause de ses contraintes budgétaires, la communauté européenne est en effet difficilement capable de soutenir le rythme des investissements militaires américains et de faire face aux défis technologiques qui lui sont lancés par Washington. Qu'à cela ne tienne, la France a déjà annoncé qu'elle investira massivement dans la sécurité, même si elle doit, pour y parvenir, repousser ses objectifs d'équilibre budgétaire. D'autres pays, dont la Grande-Bretagne et l'Italie, s'apprêtent à lui emboîter le pas.

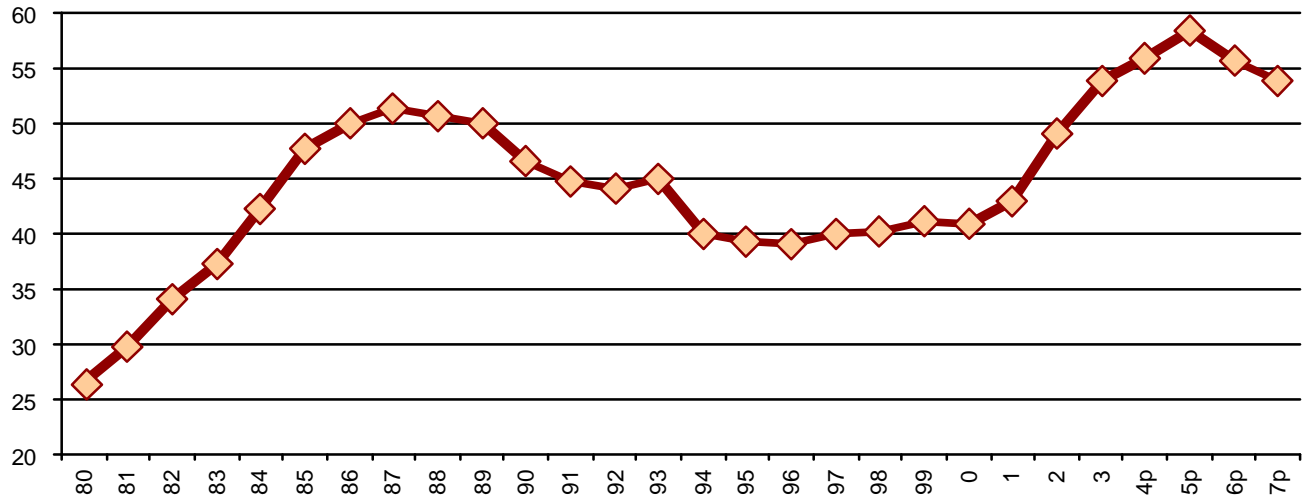
Forte de la position qui était la sienne au moment où l'administration Bush a pris les commandes du gouvernement américain, l'économie de la défense des États-Unis a été dopée par les événements du 11 septembre. Les plans actuels pour la période 2000-2007 anticipent des dépenses de 1 100 milliards de dollars (US) pour l'entretien de l'équipement militaire existant, l'attribution de crédits totalisant 590 milliards de dollars (US) l'achat de nouveaux équipements et l'affectation de 420 milliards de dollars (US) aux activités de recherche et de développement. Quelque 2 100 milliards de dollars (US) seront donc dépensés en 8 ans, soit 40% de plus en dollars constants que pendant la période correspondante des années 1990. On en restera là uniquement si aucune évaluation à la hausse ne survient, une hypothèse peu vraisemblable dans la mesure où le carnet de commandes des 70 plus importants programmes d'acquisition de nouveaux armements se chiffre déjà à 750 milliards de dollars (ce qui ne comprend ni la R-D, ni les frais d'entretien). De plus, comme l'illustre le tableau 3, l'administration se situe actuellement au tout début d'un cycle de croissance dont le sommet ne sera vraisemblablement pas atteint avant la fin de la présente décennie.

Les entreprises de défense auront par ailleurs la possibilité de poursuivre leur diversification dans un marché de la sécurité civile dont les estimations les plus conservatrices établissent entre 500 et 700 milliards de dollars (US) la valeur des seuls achats en équipements d'ici 2010. L'apport de fonds publics dans la sécurité intérieure (Homeland Security) ouvre des perspectives nouvelles aux fabricants de défense qui cherchent aujourd'hui à intégrer les divers domaines interpellés par le discours sécuritaire. En fait, le complexe industriel militaire est en voie de donner naissance à un complexe industriel sécuritaire diversifié, de plus en plus internationalisé et de plus en plus américain.

C'est sur cette toile de fond que va se dérouler, en 2004, une conférence sur la sécurité des Amériques inscrite dans le processus de mise en place de la ZLÉA. Il ne faut pas sauter trop rapidement aux conclusions et en déduire que les participants au sommet seront automatiquement entraînés dans une spirale budgétaire comparable à ce que nous pouvons observer aux États-Unis. Mais il y a des risques. Un nouvel agenda de la sécurité s'est mis en place au cours des années 1990 dans le cadre de l'OÉA et d'une de ses créations dédiées à la lutte contre la drogue, le CICAD. Un nouveau Center for Hemispheric Defense Studies (CHDS) est également venu enrichir de son expertise les rencontres régulières des ministres de la Défense et des institutions policières. Si l'incidence qu'a eu la démarche américaine sur le Canada au cours des dernières années (cf. tableau 6) est un indicateur de ce qui attend les autres pays de l'hémisphère, il faut prévoir des impacts budgétaires importants. Rappelons à cet égard qu'au Canada les pressions se font vives pour que le budget de la Défense accélère sa croissance. La nouvelle politique (peut-être un livre blanc) annoncée pour la fin de 2002 nous éclairera très certainement sur le sujet.

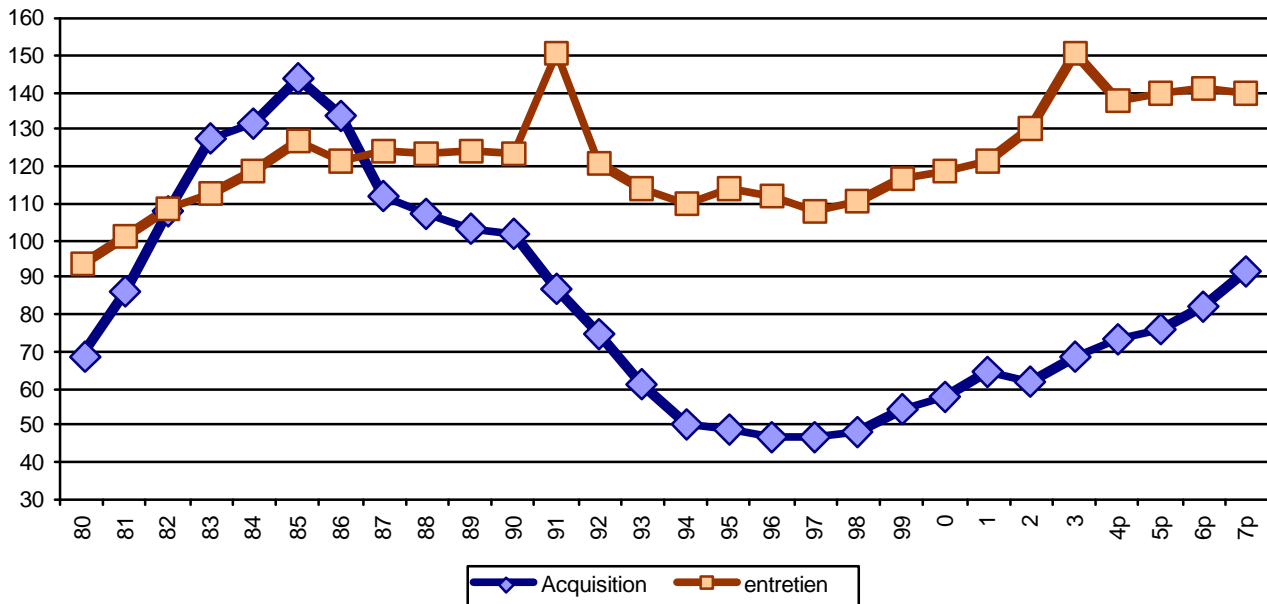
Plusieurs pays, incluant les « alliés naturels » des États-Unis (Canada, Grande-Bretagne, Australie, etc.) sont donc aujourd'hui interpellés par l'agenda sécuritaire dont Washington se fait le promoteur et risquent d'alimenter cette course aux armements qui commence à prendre forme, un course dont les seules justifications crédibles nous ramènent aux ambitions de l'empire et à la convoitise de ses fournisseurs militaires.

Graphique 1
Le budget en recherche et développement affecté à la défense, 1980-2007, en milliards de dollars US constants de 2002



p= projections. Source : Budget 2003

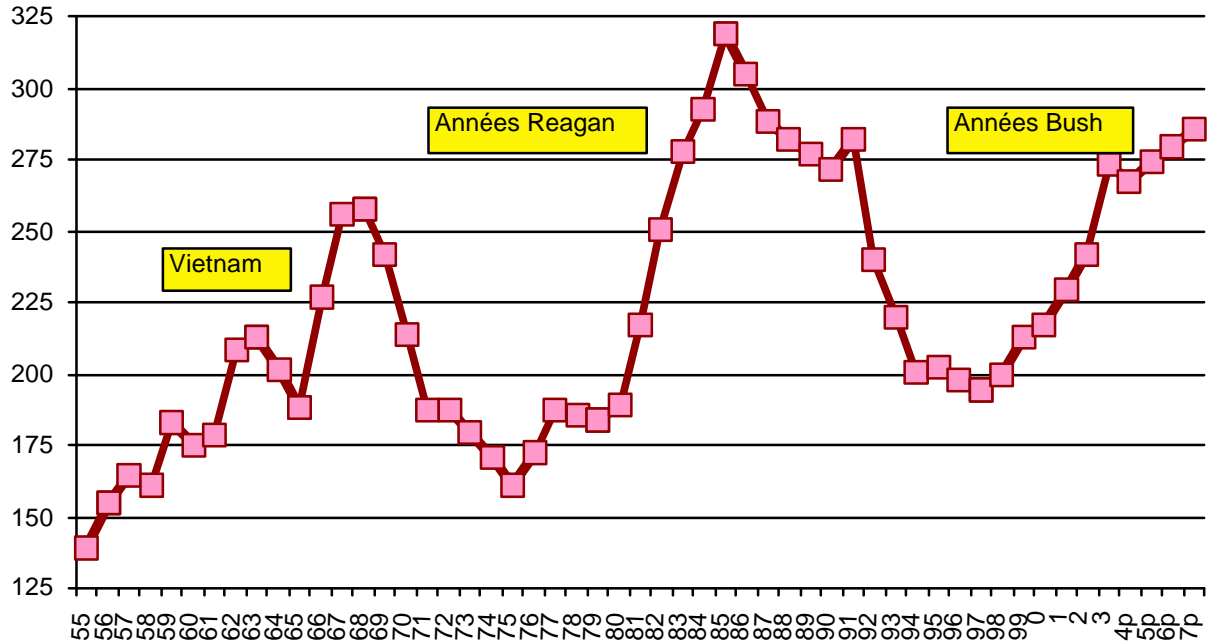
Graphique 2
Évolution des budgets d'acquisition d'armement et d'entretien de l'équipement existant, 1980-2007, en milliards de dollars US constants de 2002



Source : Budget 2003

Graphique 3

Le cycle combiné des dépenses militaires en acquisition d'armement, entretien d'équipement et en recherche et développement en défense, 1955-2007, en milliards de dollars US constants de 2002



Source : Budget 2003

Tableau 1
Quelques programmes de défense en cours aux États-Unis

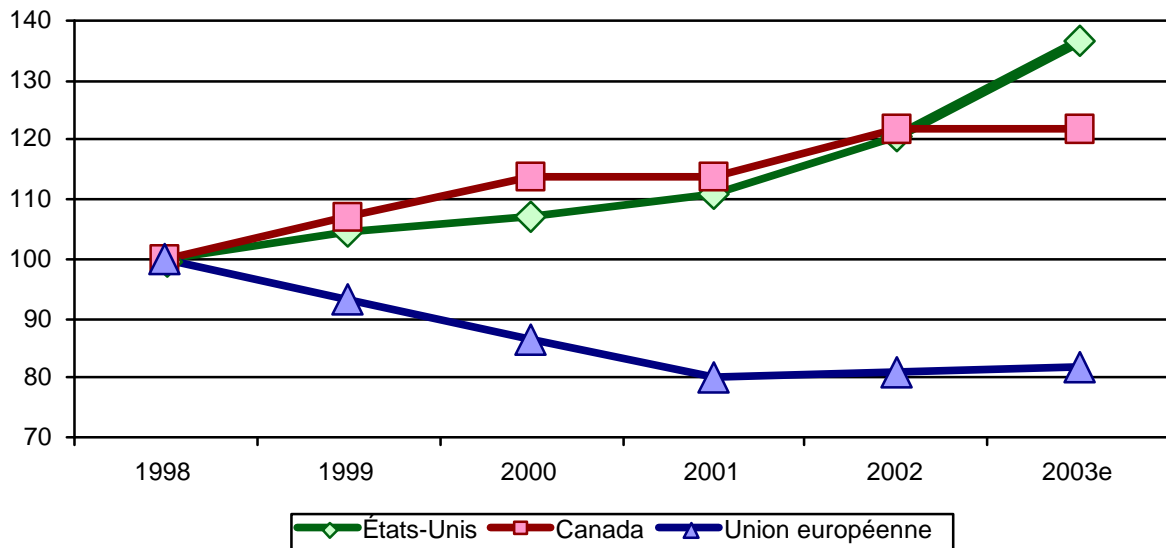
Programme	Budget alloué en 2003	Titulaires	Budget global estimé en milliards de dollars US courants
F-35	3471	Lockheed Martin	200
F-22	5248	Lockheed Martin et Boeing	60
Missile Defense (MD)	7763	Seront nombreux, déjà LM, Boeing, etc.	48
Comanche (hélico)	910	United Tech, Boeing	48
V22 (avion hélico)	1994	Textron	40
C-17	3983	Boeing, United Technologies	20
F-18, E/F	3267	Boeing, GE, Northrop Grumman	15
Trident II (missile)	626	Lockheed Martin	11
Frégates AEGIS	2670	General Dynamics	6 oc
Apache (hélico)	942	Northrop Grumman et Lockheed M	3,5
Porte-avion CVN 77	603	Northrop Grumman	1 oc
NSSN (sous marin)	2457	Northrop Grumman	Inconnu
UAV (avion sans pilote)	1118	AAI	Inconnu

oc : octroyé à date. Source : Budget 2003

Tableau 2
Les 20 leaders occidentaux de la sécurité en 2000,
ventes en milliards de dollars CA

	Nationalité	Marché de la défense	Marché commercial de la sécurité
Lockheed-Martin	États-Unis	26,8	4
Boeing	États-Unis	23,4	Élevé
BAE Systems	R-Uni	23,2	3-4
Raytheon	États-Unis	17,2	
Northrop Grumman	États-Unis	10,6	2-3
EADS	France-Allemagne	9,5	Élevé
Tyco Fire and Security	États-Unis		9,1
General Dynamics	États-Unis	8,3	
Securitas	Suède		6,3
Thales	France	6,1	
Honeywell	États-Unis	2,1	3,8
United Technologies	États-Unis	5,2	
Siemens	Suisse	1,0	3,7
TRW	États-Unis	4,5	
Pinkerton	États-Unis		3,8
Wackernut	États-Unis		3,8
Mitsubishi H I	Japon	3,7	
Rolls Royce	R-Uni	3,6	
Group 4 Falk	Allemagne		3,5
Chubb	R-Uni		3,2
Société générale de surveillance	Suisse		2,5

Graphique 4
Le tracé des budgets de défense canadien, américain et européen (UE)
1998=100



Source : Budgets.

¹ Léger, M.-F. « L'armée canadienne de plus en plus intégrée aux États-Unis », *La Presse*, 10 septembre 2002.